

LE CARACTÈRE INADÉQUAT DU MARCHÉ

Par THEM. PAPA-I-OANNOU

(Université de Lausanne)

I. Tout marché est incomplet pour des raisons que nous avons exposées dans une étude précédente. L'offre et la demande se compensent en régime de libre concurrence. Soit l'offre est supérieure à la demande ($x + n$) soit elle est inférieure ($x - n$) en tous les cas le produit de la multiplication $x^2 + n^2$ exprime l'état du marché imparfait. L'offre est rarement égale à la demande dès lors la quantité $x^2 + n^2$ assure la satisfaction inégale et incomplète des besoins matériels. Le calcul ci-dessus se soustrait à la réalité si on tient compte des besoins et des désirs qui sont satisfaits et de ceux qui cherchent à être satisfaits.

Dans notre «Étude du marché» parue en un précédent No de cette revue, nous avons considéré que le manque ou le surplus de biens en chaque cas donné concernent des quantités inutiles contenues en des biens économiques d'utilité certaine. Car soit qu'elles fissent défaut ou soit qu'elles existassent en plus grand nombre qui n'est nullement demandé par les hommes, n'étant nécessaire et n'ayant en conséquence aucune utilité, n'exerce aucune influence sur le marché.

Admettons que tel bien existe en quantité plus grande et tel autre en quantité moindre n'ayant d'utilité évidente et le rendant parfois inutile ou inutilisable, dans ce cas la satisfaction des besoins s'avère impossible.

Quel qu'il soit l'état du marché, sa repercussion sur la marche de la production est évidente. Si on se tient aux données de l'investigation Statistique on se rend compte de la nécessité d'un programme de longue haleine.

En effet la planification de l'économie comportant tous les détails d'une étude de l'offre et de la demande en chaque bien produit ou importé ne manque pas de transcendance dans sa conception. A moins qu'elle ne fût improvisée.

Cette conception met en scène tous les biens possibles et imagi-

nables dont on ne saurait connaître d'avance l'étendue de leur demande. Il s'agit des biens complémentaires ou de la Complémentarité en un mot qui se heurte en un tel enchevêtrement des rapports entre les quantités de biens qui eût rendu impossible la prévision de l'allure de la production en chaque cas donné. Aussi récente qu'elle paraisse la théorie de la Complémentarité dont L. Baudin est le principal auteur contemporain elle ne s'éloigne pas beaucoup de la théorie du libre échange et de celle de l'équilibre économique.

II. Une satisfaction est plus ou moins atteinte par une quantité $x^2 > n^2$ *. Ces quantités portées sur axes Cartésiens sont plus expressives. L. Walras put mettre en équations les quantités de biens offerts et demandés en déterminant le point maximum de satisfaction et d'utilité. L'auteur de la théorie marginale n'ignore pas que le facteur psychologique qu'il essaie d'éloigner du domaine de la science économique joue un rôle principal dans la recherche de la satisfaction maximum. C'est ainsi que la satisfaction produite est décroissante, elle est relative à la quantité de chaque bien, consommée ou possédée. Tout bien économique est atteint de crise si sa quantité vient à augmenter au dessus des besoins des hommes ou à diminuer au dessous de ces besoins. S'il s'agit d'un bien de base dont dépendent un nombre d'autres biens (par ex. le blé ou le coton) la crise se fait sentir sur tout le marché. La question capitale du niveau des prix, expression indirecte de la satisfaction matérielle procurée par la consommation des biens conserve toujours son intérêt d'actualité. Par un mauvais règlement de la circulation fiduciaire la crise du marché prend la forme d'une crise de crédit.

III. Pour éviter la crise de crédit on doit ravitailler la circulation fiduciaire en sens direct pour empêcher la baisse des prix de se manifester. Cette baisse menacerait de se transformer en baisse de prix de longue durée car la production continue quand même durant la baisse

* Al. de Foville tenta une interprétation de la Circulation des Richesses par de moyens très pratiques, il y réussit tant bien que mal à permettre à quiconque étudie la Science Économique de se faire une idée de l'allure des faits et de leurs régularités.

Al. de Foville ne fut pas un fondateur de doctrine ou d'une école d'Économie Politique. Cependant, ses travaux consciencieux et fort appréciés sur des sujets économiques conservent un intérêt certain et durable.

La Répartition de la richesse en régime capitaliste (libre concurrence) sera en conséquence avec la courbe d'Al. de Foville. La formation des richesses attirera vivement les physiocrates dont de Foville fut un des adeptes les plus fervents.

des prix mais au détriment des intérêts des Consommateurs. La création de moyens de crédit sous la forme de crédits accordés à la production s'avère utile et édificatrice. Déjà P. L. Beaulieu distingue entre le crédit fait à la production et celui fait à la Consommation. L. Beaulieu caractérise le Crédit à la production comme étant d'ordinaire productif. (Précis d'Économie Politique, page 236). Il existe toutefois un point constituant une vérité universelle, elle consiste en la nécessité de la marche naturelle et sociale de la production vers l'augmentation. Ce point économique est censé positif. L'augmentation des moyens de crédit crée les possibilités d'un capital. Bien organisé le crédit sous la forme d'émission de billets de Banque peut assurer le fonctionnement satisfaisant de la production planifiée. A cette fin il faut que la question monétaire fit l'objet de quelques modifications lui attribuant le caractère de chose publique. Une première modification, nous semble-t-il, serait l'abolition des avances à l'état. Ceci, car, l'état ne doit, juridiquement, pas être le débiteur des droits que lui-même accorde à l'institut d'émission, se trouvant sous son ingérence. Par le fait que l'état emploie une quantité de billets de Banque, il ne s'ensuit pas qu'il en est le débiteur et qu'il doit restituer cette quantité à la Banque par la voie de l'impôt. En effet l'état doit pouvoir faire usage de toute somme de billets de Banque sans en être débiteur, n'ayant rien emprunté, il ne doit rien, vu même le cours forcé des billets de Banque.

La production et les prix eussent été allégés de ce fait, même en des points culminants de leur allure.